

No. 31649

**FRANCE
and
GRENADA**

**Agreement on cultural, scientific and technical cooperation.
Signed at St. George's on 7 December 1987**

Authentic text: French.

Registered by France on 1 March 1995.

**FRANCE
et
GRENADA**

**Accord de coopération culturelle, scientifique et technique.
Signé à Saint George's le 7 décembre 1987**

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 1^{er} mars 1995.

ACCORD¹ DE COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE GRENADÉ

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Grenade

Désireux de développer leurs relations de coopération aux fins de promouvoir le développement économique et social de Grenade,

Mûs par la volonté commune d'encourager les échanges dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la science,

Désireux de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la connaissance de leurs langue et civilisation respectives,

Soucieux de créer une structure générale de coopération plus étroite dans les domaines culturel, scientifique et technique sur une base d'égalité entre les deux Parties

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties coopèrent dans les domaines du développement économique et social, de la recherche, de la formation en gestion administrative et technique, dans les conditions exposées ci-après. Ces conditions peuvent être définies dans des arrangements particuliers.

Article 2

Afin de mettre en oeuvre cette coopération, la Partie française s'efforce, dans toute la mesure du possible, et à la demande de Grenade, d'assurer :

A) une assistance pour la mise en oeuvre de projets décidés en commun pour le développement de la Grenade grâce au financement du

¹ Entré en vigueur le 26 février 1994, soit 30 jours après la date de la dernière des notifications (des 24 juin 1988 et 27 janvier 1994) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément à l'article 15.

Fonds d'Aide et de Coopération (FAC), de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE), ou de tout autre organisme français spécialisé. L'assistance sera orientée plus spécialement vers la réalisation d'études, la fourniture d'équipement, d'experts et de techniciens.

B) le détachement d'enseignants, d'experts, de conseillers et de chercheurs. Il peut s'agir de fonctionnaires en coopération ou de volontaires du Service National (VSN). Si les fonctionnaires en coopération souhaitent occuper un emploi rémunéré distinct de celui pour lequel ils ont été recrutés par le Ministère français de la Coopération, ils doivent avoir l'autorisation préalable à la fois du Gouvernement français et du Gouvernement de Grenade auprès duquel ils ont été détachés ;

C) l'organisation de programmes de formation classique et spécialisée ; l'octroi de bourses ;

D) l'établissement d'échanges culturels, techniques et scientifiques.

Article 3

Une commission Mixte est créée. Elle est composée de chacune des deux Parties.

La Commission Mixte se réunit tous les deux ans alternativement en France et à Grenade, ou lorsque les Parties le jugent utile.

La Commission Mixte fixe les directives et procédures pour le Programme de Coopération, et surveille tous les projets de coopération entre les deux Parties.

Article 4

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Grenade recherchent les meilleurs moyens d'améliorer, à tous les niveaux, l'enseignement de leurs littérature et civilisation respectives.

Article 5

Le Gouvernement de Grenade s'efforce de développer l'apprentissage du français dans les établissements publics ou privés de son territoire.

Article 6

Chaque Partie encourage la création et le fonctionnement, sur son propre territoire, d'organismes, de centres culturels, d'installations d'enseignement ou de recherche suivant les souhaits de l'autre Partie.

Les Parties acceptent mutuellement l'exonération de taxes à l'importation en ce qui concerne tout matériel éducatif, culturel, scientifique, technique ou artistique devant être utilisé par les organismes susmentionnés. L'exonération est appliquée dans la mesure prévue par la réglementation de chacune des deux Parties.

Article 7

Les Parties échangent, dans la mesure du possible, enseignants, chercheurs, personnalités du monde culturel et scientifique, représentants d'associations culturelles, universitaires, extra-universitaires et étudiantes. Les Parties facilitent, si nécessaire, la rencontre de groupes de jeunes des deux pays ainsi que des échanges sportifs.

Les Parties faciliteront dans toute la mesure du possible, l'entrée et la distribution sur leurs territoires respectifs, de toutes publications et oeuvres culturelles ou scientifiques.

Les Parties encourageront également l'organisation d'évènements artistiques et sportifs, afin d'approfondir la connaissance de leurs cultures respectives.

Article 8

Chaque Partie facilite les conditions de logement et les déplacements sur son propre territoire des ressortissants de l'autre Partie lorsqu'ils se livrent à l'une quelconque des activités prévues à l'article 7.

Chaque Partie autorise le transfert vers le pays de toute rémunération au titre de ces activités, ou de tous revenus liés aux droits d'auteur ou de représentation découlant des manifestations artistiques prévues à l'article 7.

Article 9

L'exemption de tous droits de douane, de toutes restrictions à l'importation ou à l'exportation, ou d'autres taxes sera accordée par le Gouvernement de Grenade en ce qui concerne tout matériel ou équipement importé directement ou par l'intermédiaire de fournisseurs locaux aux fins de l'article 2 paragraphe A. Toutefois, si une partie de ce matériel ou de cet équipement était revendue à la suite de son importation, elle serait soumise aux taxes appropriées.

Article 10

Le personnel français détaché en vertu de l'article 2 exerce ses fonctions sous l'autorité du Gouvernement de Grenade. Il est tenu de respecter les règlements et procédures en vigueur dans l'Etat de Grenade, ainsi que les termes du présent Accord.

Toutefois, en ce qui concerne les volontaires du Service National (V.S.N.), les termes du présent Accord s'appliqueront à condition qu'ils soient compatibles avec le Statut du VSN.

Pendant la durée de son affectation à Grenade, ledit personnel jouit de l'immunité et des privilèges dans les conditions suivantes :

- a) immunité de juridiction pour tous les actes accomplis en application du présent Accord (y compris les paroles et écrits) dans ou pour l'exercice de ses fonctions ;
- b) exemption du permis de travail, et délivrance gratuite d'un permis de résidence à la fois à ce personnel et à sa famille ;
- c) transfert gratuit du reliquat de ses économies personnelles.

Article 11

L'exemption de tous droits et taxes afférents aux effets personnels et aux meubles du personnel français détaché en vertu de l'article 2

est accordée par Grenade. Ces dispositions s'appliquent pour l'importation temporaire de l'automobile personnelle dudit personnel.

Des détaxes sont en outre accordées pour l'achat par ledit personnel d'un réfrigérateur, ou de meubles jugés nécessaires à ses besoins.

Ces effets, cette automobile, et ces meubles peuvent être ré-exportés par le personnel français, dans les mêmes conditions, dans les Six (6) mois suivant la fin de leur affectation à Grenade.

Toute automobile, tout meuble ou appareil importés ou achetés hors taxes seront soumis à des droits de douane s'ils sont revendus sur le territoire de Grenade à une personne ne jouissant pas des mêmes privilèges.

Article 12

Le revenu du personnel français détaché en vertu de l'article 2 sera imposable conformément aux dispositions contenues dans l'Accord de Double Imposition en vigueur entre les deux Parties.

En l'absence d'Accord de Double Imposition entre les deux Parties, la rémunération dudit personnel et toute autre composante de celle-ci accordée directement ou indirectement par le Gouvernement français, l'une de ses collectivités territoriales ou l'un de ses corps constitués en vertu du Droit Public, ne seront imposables qu'en France.

Article 13

Le personnel français détaché en vertu de l'article 2 se procure lui-même son logement. Les exemptions prévues à l'article 11 pour l'achat de tout équipement supplémentaire pour la maison ou l'appartement qu'il loue lui seront accordées.

L'Etat de Grenade prend à sa charge tous les frais de voyage et indemnités journalières à l'occasion de missions décidées par Grenade dans les mêmes conditions que pour ses propres fonctionnaires.

Article 14

Le présent Accord remplace l'échange de lettres en date des 9 mars 1983 et 28 mars 1983 entre le Gouvernement de la République française

et le Gouvernement de Grenade relatif à l'accès de ce dernier au Fonds d'Aide et de Coopération (FAC)¹.

Article 15

Chaque Partie fera part à l'autre Partie de l'accomplissement des procédures requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente (30) jours après la date de la dernière notification.

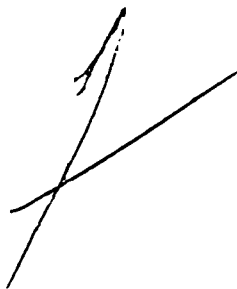
Le présent Accord peut être dénoncé moyennant préavis d'un (1) an. Dans ce cas, les projets en cours seront menés à terme, conformément aux termes du présent Accord.

Fait à Saint-George's, Grenade

(date) le 07 décembre 1987

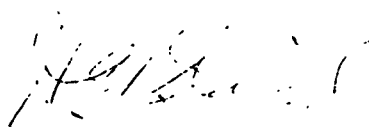
En quatre (4) originaux, deux (2) en français et deux (2) en anglais². Les originaux français et les originaux en anglais feront également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :
L'Ambassadeur de France,



GILBERT BOCHET

Pour le Gouvernement
de Grenade :
Le Premier Ministre,



HERBERT BLAIZE

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1394, p. 499.

² L'Accord a été fait en français seulement (Information fournie par le Gouvernement français).

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF GRENADA

The Government of the French Republic and the Government of Grenada,

Desiring to foster their relations of cooperation for the purpose of promoting the economic and social development of Grenada,

Prompted by a common desire to foster exchanges in the fields of education, culture and science,

Committed to taking the necessary steps to improve their knowledge of each other's language and civilization,

Seeking to establish a general framework for closer cooperation in the cultural, scientific and technical fields on the basis of equality between the two Parties,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall cooperate in the areas of economic and social development, research and training in administrative and technical management, under the conditions hereinafter outlined. Such conditions may be defined through special arrangements.

Article 2

For the purpose of furthering this cooperation, the French Party shall endeavour, as far as possible, and at the request of Grenada, to ensure:

(a) Assistance in the implementation of mutually agreed projects for the development of Grenada through funding from the Aid and Cooperation Fund (FAC), the Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) or any other specialized French agency. Assistance shall be specially geared to the conduct of studies and the provision of equipment, experts and technicians;

(b) The secondment of teachers, experts, consultants and researchers. These personnel may be cooperation officers or National Service Volunteers (VSN). Should the cooperation officers wish to engage in gainful employment other than that for which they have been recruited by the French Ministry of Cooperation, they must have the prior authorization of both the French Government and the Grenadian Government, to which they have been seconded;

(c) The organization of academic and specialized training programmes and the award of scholarships;

(d) The establishment of cultural, technical and scientific exchanges.

¹ Came into force on 26 February 1994, i.e., 30 days after the date of the last of the notifications (of 24 June 1988 and 27 January 1994) by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 15.

Article 3

A Joint Commission shall be established with equal representation from each Party.

The Joint Commission shall meet every other year, the meeting to alternate between France and Grenada. The Joint Commission may also meet whenever it is deemed desirable by the parties.

The Joint Committee shall lay down the guidelines and procedures for the co-operation programme and review any cooperation projects between the two Parties.

Article 4

The Government of the French Republic and the Government of Grenada shall seek the best ways of promoting the understanding of their respective literature and civilization at all levels.

Article 5

The Government of Grenada shall seek to promote the learning of the French language in public or private schools in its territory.

Article 6

Each Party shall promote the establishment and operation, in its own territory, of organizations, cultural centres and educational or research facilities, as requested by the other Party.

The Parties shall ensure exemption from import duties in respect of any educational, cultural, scientific, technical, or artistic equipment for use by the aforementioned organizations. Exemption shall be applicable to the extent provided for in the Parties' respective domestic regulations.

Article 7

The Parties shall, as far as possible, exchange teachers, researchers, cultural and scientific personalities and representatives of cultural, university, extra-university and student associations. The Parties shall, where appropriate, facilitate the meeting of youth groups from both countries, as well as sports exchanges.

The Parties shall, to the fullest extent possible, facilitate entry into and dissemination in their respective territories of cultural or scientific publications.

The Parties shall also promote the organization of artistic and sports events as a means of providing further insight into their respective cultures.

Article 8

Each Party shall facilitate the accommodation and movement in its own territory of nationals of the other Party when performing any of the activities provided for under article 7.

Each Party shall authorize the transfer to the territory of the other Party of any remuneration from these activities, or any proceeds associated with copyright or performing rights as a result of the artistic events provided for under article 7.

Article 9

Exemption from any customs duties, import or export restrictions or other charges shall be granted by the Government of Grenada in respect of any materials or equipment imported directly or through local suppliers for the purposes referred to in article 2, paragraph (a). However, if any such materials or equipment are resold following their importation, they shall be subject to the appropriate charges.

Article 10

The French personnel seconded under article 2 shall perform their tasks under the authority of the Government of Grenada. They shall be bound to abide by the regulations and procedures in force in Grenada and by the terms of this Agreement.

However, in respect of the National Service Volunteers (VSN), the terms of this Agreement shall apply provided they are consistent with the VSN Statute.

For the duration of their assignment to Grenada, the said personnel shall enjoy immunities and privileges as follows:

- (a) Legal immunity for any acts performed pursuant to this Agreement (including those spoken or written) in or for the exercise of their functions;
- (b) Exemption from a work permit, and issuance of a residence permit to both the said personnel and their family at no cost;
- (c) Free transfer of the balance of their personal savings.

Article 11

Exemption from any duties and taxes in respect of the personal effects and furniture of the French personnel seconded under article 2 shall be granted by Grenada. These provisions shall apply for the temporary importation of the personal automobile of the said personnel.

Duty-free concessions shall further be granted for the purchase by the said personnel of a refrigerator and furniture deemed to be necessary to their needs.

Such effects, automobile and furniture may be re-exported by the French personnel on the same conditions, within six (6) months of the termination of their assignment to Grenada.

Any vehicle, furniture or appliance imported or purchased free of duty shall be subject to custom duties if they are resold in the territory of Grenada to a person who does not enjoy the same privileges.

Article 12

The income of the French personnel seconded under article 2 shall be taxable in accordance with the provisions contained in the double taxation agreement in effect between the two Parties.

Should there be no double taxation agreement between the two Parties, the said personnel's remuneration and any other related components thereof granted directly or indirectly by the French Government, one of its territorial collectivities or one of its corporate bodies under public law shall be taxable only in France.

Article 13

The French personnel seconded under article 2 shall be responsible for their own housing. They shall be granted the exemptions provided for under article 11 for the purchase of any additional equipment for their rented house or apartment.

The State of Grenada shall bear all travel expenses and *per diem* on the occasion of assignments ordered by itself on the same conditions as for its own officers.

Article 14

This Agreement supersedes the exchange of letters of 9 March 1983 and 28 March 1983 between the Government of the French Republic and the Government of Grenada in respect of the latter's access to the Aid and Co-operation Fund (FAC).¹

Article 15

Each Party shall notify the other of the fulfilment of its requirements for the entry into force of this Agreement which shall take effect thirty (30) days after the date of the latter notification.

This Agreement may be terminated upon one (1) year's prior notice. In such event, ongoing projects shall be continued until completion, pursuant to the terms of this Agreement.

DONE at St. George's, Grenada on 7 December 1987 in four (4) originals, two (2) in the French language and two (2) in the English language,² all texts being equally authentic.

For the Government
of the Republic of France:

GILBERT BOCHET
Ambassador of France

For the Government
of Grenada:

HERBERT BLAIZE
Prime Minister

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1394, p. 499.

² Agreement done in French only (Information supplied by the Government of France).

